

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 43

Excusés : 24

Absents : 13

REUNION DU 10 JUILLET 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI DIX JUILLET à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le QUATRE JUILLET DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT
PRESENTS

Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BRAIHIM Marwa, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa.

AYANT
DONNE
POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, M. MIGNOT Didier, M. BAILLON Jean-François, M. BLANCHET Stéphane, Mme PINHEIRO Amélie, M. TURBIAN Julien, Mme MAROUN Séverine, M. VAZ Micaël, M. MARAN Max, M. BESCHIZZA Bruno, M. SAULIERE Gilles, M. CHAVAROC Grégory, M. ZANGRILLI François, M. GESELL Quentin, M. CAHENZLI Denis, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. ATTIORI Olivier, Mme FAOUZI Hanane, M. RAMADIER Alain, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. CARRE Julien, M. DACHIVILLE Romain, M. SIBY Oussouf.

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. PRUNIER Géraud.

SECRETAIRE
DE SEANCE M. Romain DACHIVILLE

DELIBERATION N°90 – DECHETS MENAGERS – CONTRAT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES MENAGERS (HORS DECHETS ISSUS DES LAMPES) COLLECTES DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS ET PARTICIPATION FINANCIERE AUX ACTIONS DE PREVENTION, COMMUNICATION ET SECURISATION

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Aïssa SAGO,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5219-2 et L.5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.541-1 à L.541-10, et L.541-21 à L.541-48 relatifs à la collecte, au traitement et aux dispositions pénales,

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

Vu la directive 2011/65/UE du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,

Vu l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2021 modifié portant agrément de la société ECOLOGIC en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées à l'article 2 de la loi n°2015-1660 du 11 décembre 2015 relative à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois, et du code de l'environnement,

électroniques pour les équipements
093-209058097-20230710-90-10-07-2023-DE
Date de transmission : 19/07/2023
Date de réception préfecture : 19/07/2023

Vu l'arrêté du 22 décembre 2021 modifié portant agrément de la société ECOSYSTEM en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées à l'article R. 543-172 du code de l'environnement,

Vu le projet d'acte intitulé « Acte constatant la cessation de la convention de collecte séparée des Déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers (DEEE) Version 2021 »,

Vu le projet de contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers (DEEE) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation – Version Juillet 2022 »,

Vu le budget de l'exercice en cours,

Considérant que la mise en place du recyclage sur le domaine public constitue un enjeu essentiel de la politique de la Paris Terres d'Envol.

Considérant que dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une collecte séparée notamment, des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement, a été mise en place par Paris Terres d'Envol afin de :

- Répondre à l'urgence environnementale ;
- Améliorer la qualité du service rendu aux usagers ;
- Sensibiliser la population à la question du recyclage des DEEE, notamment via des actions de prévention et de communication.

Considérant que désormais, ce n'est plus l'organisme coordonnateur (OCAD3E) qui contracte avec une collectivité ou les contrats relatifs à la prise en charge des coûts de collecte des DEEE ménagers supportés par cette collectivité, à la reprise des DEEE ménagers ainsi collectés par elle et à la participation financière de l'éco-organisme aux actions de communication de cette collectivité, mais l'éco-organisme agréé de la Filière à qui incombe cette prise en charge et cette reprise.

Considérant que la réglementation applicable prévoit qu'en cas de pluralité d'éco-organismes agréés pour une ou plusieurs mêmes catégories d'équipements électriques et électroniques ménagers, le contrat susvisé est signé non seulement par l'Eco-organisme Référent de la collectivité mais également par l'autre (ou les autres) éco-organisme qui s'engage à poursuivre l'exécution du contrat dès lors qu'il serait désigné par l'organisme coordonnateur comme étant tenu d'assurer la prise en charge des coûts de collecte des DEEE ménagers supportés par la collectivité et la reprise des DEEE ménagers collectés par elle.

Considérant que OCAD3E a été agréée, par arrêté ministériel du 15 juin 2022 pour répondre aux exigences du cahier des charges annexé (Annexe III) à l'arrêté du 27 octobre 2021 précité, jusqu'au 31 décembre 2027 et ce, à compter du 1^{er} juillet 2022.

Considérant que ECOLOGIC et ECOSYSTEM ont été chacune agréées notamment en qualité d'éco-organisme de la Filière pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement (ci-après les « DEEE, hors déchets issus des lampes »), ECOLOGIC étant désigné comme Eco-organisme Référent.

Considérant que si ECOSYSTEM devait être, à l'avenir, désigné par l'organisme coordonnateur comme étant tenu d'exécuter le contrat, en lieu et place de ECOLOGIC, ces deux éco-organismes concluraient, à cette fin, un contrat de cession dudit contrat, Paris Terres d'Envol donnant par avance son accord à la cession du contrat entre ECOLOGIC et ECOSYSTEM.

Après avoir délibéré,

- **Autorise** le Président de Paris Terres d'Envol à signer avec OCAD3E l'acte intitulé « Acte constatant la cessation de la convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) Version 2021 » dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ;
- **Approuve** le contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation - Version Juillet 2022 » ;
- **Autorise** le Président de Paris Terres d'Envol à signer le contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation - Version Juillet 2022 », qui prendra effet de manière **rétroactive** à compter du 1er juillet 2022 et dont un exemplaire est annexé à la présente délibération, avec Paris Terres d'Envol, en présence de ECOSYSTEM qui intervient audit contrat en le cosignant.
- **Dit** que les dépenses et les recettes qui en résultent sont inscrites au budget de l'exercice en cours.

Adopté à l'unanimité



Le Président

Bruno Bouchard

Accusé de réception en préfecture
10-90-10-07-2023-DE
Date de télétransmission : 19/07/2023
Date de réception préfecture : 19/07/2023